

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10635 - VENDREDI 14 JUILLET 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Diaspora mauricienne : Coup d'envoi du projet de volontariat des jeunes de la diaspora



Page 3



Le Premier ministre
salue la
des ONG à
l'amélioration
des groupes
vulnérables

Page 3

Milinkovic-Savic en route vers Al-Hilal



Page 8

Foot News



Page 8

En France, syndicats et patronat sortent satisfaits de leur réunion à Matignon



Page 4

14-Juillet : l'Inde, invitée d'honneur d'un défilé sous haute surveillance



Page 4

En Thaïlande, le vainqueur des élections Pita Limjaroenrat aux prises avec la justice



Page 5

Le PSG prépare une offre XXL pour Harry Kane

A la télé aujourd'hui



06.01 New Amsterdam
06.45 Film: Avalon
08.50 Serial: Suits
09.35 Tele: Le Chemin Du Destin
10.06 TA Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.45 Tele: Marimar
11.15 Serial: Anomalia
12.00 Le Journal
12.35 Sublime Mensonge

13.25 Tele: Fierce Angel
13.45 Tele: Imperio De Mentiras
14.15 SBurden Of Truth
15.21 Film: The Night Is Young
17.33 The Gardener's Daughter
18.31 Wagle Ki Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
20.35 Film: A Beautiful Day In The Neighbourhood
22.18 Tele: Sublime Mensonge
23.01 The Gardener's Daughter



06.19 Les Grandes Lignes
08.21 Local: An Eta Dalert
10.30 Local: J'ai Faim
11.02 Local: Groov'in
12.02 Rodrig: Li Bon Ou Konin
12.15 Local: Les Grandes Lignes
13.20 MBC Prod
15.05 Local: An Eta Dalert
15.21 Local: Rodrig Sa

15.47 Local: Groov'in
17.03 Local: La Societe
18.00 Imperio De Mentiras
18.28 A Que No Me Dejas
19.30 Local: Rodrig Prog
20.04 Local: Animalia Nos Amis...
21.00 Local: Come On Let's Dance
22.00 Local: La Societe
23.00 Zournal Kreol
23.20 Voyage Au Feminin
00.26 Local: Itinerer Rodrig
00.39 Enn Semenn Dan Lafrik



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.10 Local: Amrit Vaani
10.07 Serial: Agniphera
11.30 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Main Tulsi Tere Aangan Ki Starring: Nutan, Vinod Khanna, Asha Parekh
15.00 Live: Samachar
15.30 Dulhin Uhe Jo Nanad Man Bhave

16.00 Serial: Ishaaron Ishaaron Mein
16.21 Serial: Bhakharwadi
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Mati Ke Mol
19.29 Local: Nacha Gawa Jhooma
20.30 Serial: Vidrohi
20.57 Film: Doctor Babu
22.56 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
23.18 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.03 Mag: Eco India
06.41 Mag: Carnet De Sante
07.28 Mag: Tomorrow Today
07.54 Doc: Nobel Prize
08.29 Doc: Naples Under The Volcanic Threat
09.14 Doc: Fine Arts Sculptures
09.57 Doc: Shattering The Glass...
10.42 Doc: Step Aside

Panda!
11.10 Doc: Sweet Magic
12.10 Mag: Border Crossing
12.27 Mag: Tomorrow Today
12.53 Mag: The Answer To Almost
15.00 D.Anime: Kids Songs
15.10 Panda And Little...
15.28 La Petite Ecole...
15.48 D.Anime: Fangbone
16.10 Sam le Pompier
16.31 D.Anime: Ubongo Kids
16.59 Mag: Lab 360
17.03 Mag: N*GEN



14.15 Serial: Zindagi Mere Ghar Aana
14.43 Bade Acche Lagte Hai
15.19 Film: Sirf Tum Starring Sanjay Kapoor, Priya Gill, Sushmita Sen, Salman Khan
18.00 Live: Samachar
18.31 Kundali Bhagya

19.01 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.01 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.59 Patiala Babes
23.29 Film: Sirf Tum

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Les produits issus de la déforestation bannis par le Parlement européen



Désormais, le chocolat, le café, le bois ou encore le caoutchouc devront ne pas être issus de la déforestation pour être vendus dans l'Union européenne. Le Parlement européen a voté mercredi un texte en ce sens à une très large majorité.

C'est un règlement qui a pour objectif de lutter contre le changement climatique et de préserver la biodiversité. L'importation dans l'Union européenne de produits provenant du bétail, du cacao, du café, de l'huile de palme, du soja, du bois, du caout-

chouc, du charbon de bois et du papier imprimé sera interdite si ces produits sont issus de terres déboisées après décembre 2020.

C'est la "première loi au monde qui va mettre fin à la déforestation importée", s'est félicité l'eurodéputé Pascal Canfin (Renew, libéraux) lors des débats au Parlement européen lundi 17 avril.

"Toutes les études d'opinion montrent que les Européens ne veulent pas contribuer à la déforestation mais ils n'avaient pas la possibilité de de savoir, lorsqu'ils prennent une tasse de café le matin ou un tasse de choco-

lat, qu'en fait ils sont complices de la déforestation importée", a-t-il avancé.

À l'origine de 16 % de la déforestation mondiale par le biais de ses importations (majoritairement de soja et d'huile de palme, chiffres de 2017), l'UE est le deuxième destructeur de forêts tropicales derrière la Chine, selon le WWF.

Une portée limitée selon Greenpeace

Greenpeace a nuancé la portée du texte en estimant que "ce n'est qu'un premier pas". Pour l'ONG, ce règlement présente des "failles", par exemple en excluant des écosystèmes tels que la savane et en omettant de viser les banques européennes qui financent des projets destructeurs de forêts.

L'eurodéputée Marie Toussaint (Verts) a jugé dans l'hémicycle qu'il s'agissait d'un "immense pas en avant pour les forêts du monde, le climat, la biodiversité mais aussi les droits humains et la régulation d'une économie devenue folle".

Elle a toutefois estimé "indispensable que ce texte soit élargi afin d'avoir un impact sur les écosystèmes fragiles comme les mangroves, d'inclure d'autres produits comme le maïs ou d'intégrer les acteurs financiers qui financent de nombreux projets menant à la déforestation".

Lors des débats, le rapporteur Christophe Hansen (PPE, droite) a reconnu que le texte n'était "pas parfait", expliquant que c'était la raison pour laquelle trois révisions étaient prévues : après un an, deux ans et cinq ans. "La perfection, ce sera pour demain", a-t-il conclu.

Au Sénégal, une figure de l'opposition inculpée pour offense au président Macky Sall

Arrêté après des propos concernant la succession du président sénégalais Macky Sall, l'opposant Birame Souleye Diop a été inculpé mardi pour offense au chef de l'Etat, a annoncé son avocat.

Birame Souleye Diop, un opposant au président sénégalais Macky Sall, a été inculpé mardi 11 juillet, notamment pour offense au chef de l'Etat, a annoncé son avocat, Moussa Sarr.

Ce président du groupe parlementaire de la coalition de l'opposition Yewwi Askan Wi et cadre du Pastef, le parti d'Ousmane Sonko, le plus farouche adversaire du chef de l'Etat, "est inculpé pour actes de nature à compromettre la paix publique, offense au président de la République", a dit à l'AFP son avocat, précisant qu'il avait été placé sous mandat de dépôt.

Le 3 juillet, Macky Sall avait annoncé qu'il ne se présenterait pas pour un troisième mandat à la présidentielle prévue en 2024. Au cours d'une conférence de presse le lendemain, Birame Souleye Diop avait mis en garde contre un possible revirement du chef de l'Etat. "J'avertis les prochains candidats de l'APR (le parti présidentiel) : évitez de manger chez lui, évitez de boire son eau, il est capable de vous empoisonner et de dire



'Comme nous n'avons plus de candidats, je reviens.' Et de le faire à la Ouattara. Prenez garde", avait-il déclaré, avant de présenter ses excuses.

Le président ivoirien Alassane Ouattara avait choisi Amadou Gon Coulibaly pour lui succéder, mais la mort à 61 ans de ce dernier, des suites de problèmes cardiaques, avait poussé Alassane Ouattara à se représenter à la présidentielle de 2020 alors qu'il avait annoncé ne pas vouloir

briguer de troisième mandat.

Au lendemain de cette conférence de presse, Birame Souleye Diop avait été arrêté.

La décision du président Macky Sall de ne pas se représenter a permis de décrisper un climat politique très lourd au Sénégal. La condamnation à deux ans de prison de l'opposant Ousmane Sonko a provoqué les plus graves troubles au Sénégal depuis des années, faisant 16 morts officiellement, une trentaine selon l'opposition.

Diaspora mauricienne : Coup d'envoi du projet de volontariat des jeunes de la diaspora

Le « Projet Pilote de Volontariat des Jeunes de la Diaspora », intitulé « Nou Rasinn : Look Forward Give Back », a été présenté, par le ministre des Transports Terrestres et des Métros Légers, ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et du Commerce International, M. Alan Ganoo, et la chef de mission du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Maurice et aux Seychelles, Mme Celine Lemmel, lors d'une conférence de presse tenue au siège de Coworking à Port Louis.

Le projet sera géré par l'OIM à Maurice en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international et d'autres organismes du gouvernement mauricien. Il sera entièrement financé par le Fonds de développement de l'OIM avec un budget de 300 000 USD et il se déroulera sur une période de 18 mois jusqu'en septembre 2024.

Dès le début, le ministre Ganoo a souligné que le gouvernement reconnaissait que la diaspora est un atout précieux pour l'économie, ajoutant que grâce à ce projet, les atouts nationaux d'outre-mer sont encouragés à contribuer au développement socio-économique durable de Maurice. La diaspora, a-t-il dit, devrait devenir un partenaire important de la mère patrie pour le transfert de compétences, l'investissement et le renforcement des capacités dans divers secteurs de l'économie.

À cette fin, il a rappelé que le gouvernement a mis en

œuvre un certain nombre de mesures et a renforcé les mécanismes existants pour faciliter l'implication, l'engagement et la contribution de la diaspora mauricienne au développement socio-économique du pays. Il a énuméré la mise en place du programme de la diaspora mauricienne qui a été remanié en 2023, l'approbation de la politique nationale sur la migration et le développement en 2018 et le lancement d'un projet avec l'OIM en 2018 concernant la cartographie et le profilage de la diaspora mauricienne en Australie, Canada et Royaume-Uni.

Parlant du projet de volontariat des jeunes de la diaspora, le ministre Ganoo a souligné qu'il vise à aider le gouvernement mauricien à s'engager auprès de sa diaspora et à exploiter son précieux potentiel. Grâce à ce projet, la diaspora des jeunes aura l'opportunité de se connecter et de contribuer à leur pays d'origine, c'est-à-dire l'île Maurice, et cela renforcera donc les liens culturels et émotionnels des jeunes volontaires mauriciens avec leur pays d'origine et facilitera leurs contributions à la vie locale/ développement national, dit-il.

Pour sa part, Mme Celine Lemmel a donné un aperçu du projet et a déclaré que dans le cadre du cadre, les ONG et le secteur privé ont été invités à postuler en tant qu'organisations d'accueil via un appel ouvert en mars 2023. Suite à cet appel, un comité de sélection examiné les candidatures, garantissant un processus équitable et transparent. Parmi les candidatures reçues, des organisations potentielles ont été présélectionnées pour accueillir les

volontaires entrants de la diaspora des jeunes mauriciens, a-t-elle déclaré.

Mme Lemmel a annoncé que les volontaires seront accueillis d'ici octobre 2023 pour une période de trois mois, ajoutant que des appels à candidatures seront publiés ce mois-ci et que des critères spécifiques pour chaque poste ont été définis en fonction des compétences, des qualifications et de l'expérience requises. Elle a ajouté que l'objectif est que 15 à 20 volontaires, âgés de 18 à 35 ans, rejoignent le projet de volontariat de cette année et travaillent dans les secteurs prioritaires nécessitant une expertise, notamment l'environnement et le changement climatique ; énergies renouvelables et économie circulaire ; éducation; agriculture et agro-industrie; services maritimes; personnes âgées, handicap et protection sociale ; santé et médecine; et secteurs bancaire et financier.

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

In the matter of: -
SCR No: 1/460/16

1. Tirchanand Beeharry
2. Deoranee Beeharry
3. Rajdeo Beeharry
4. Sanjana Beeharry
5. Peeneswar Beeharry

PLAINTIFFS

Versus

1. Linda Mootealoo
2. Chandrasekhara Lutchmiah
3. Pushpanjali Devi Lutchmiah
4. Srinivasa Lutchmiah
5. Potharaju Lutchmiah

DEFENDANTS

NOTICE TO ATTEND COURT

TAKE NOTICE in order that you, the above-named Defendants may not plead or pretend ignorance of same that as per an Order made by Honourable Judge P.M.T.K. Kam Sing dated 17th May 2023 (Serial No 695/2023), the abovenamed Plaintiffs have been authorized to effect Substituted Service of the notice to attend Court (i) by way of publication in two dailies newspapers, one of which shall be "L'Express" on two consecutive days and (ii) by posting up at their last known place of residence in Mauritius.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that the said case entered by way of Plaintiff with Summons by the above-named Plaintiffs will now be called before the Honourable Judge Mr Justice Denis Mootoo on 26th July 2023 at 9.30 a.m for Substituted Service and on which date and at the hour aforesaid you are hereby required called upon and summoned to be and appear on the floor of the Supreme Court of Mauritius (Court No 23) situate at Corner Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis to show cause, if any why the Plaintiffs should not proceed with the above matter. A copy of the Plaintiff with Summons is available for inspection at the office of the undersigned Attorney-at-Law during office hours.

WARNING YOU that the Plaintiffs will proceed with the above matter on the aforesaid date, whether you be present or not, by praying for an Order from the Supreme Court of Mauritius as follows:

- (a) declaring and decreeing that the alleged sale of a portion of land of the extent of 25 perches situate in the District of Pamplemousses, place called Riche Terre as embodied in the title deed transcribed in Volume 1053 No. 7 is no sale at all but a disguised donation in order to fraudulently acquire the land belonging to late Seewooduth Beeharry. Therefore, the said authentic deed is null and void to all intents and purposes;
- (b) declaring and decreeing that the subsequent purported sale to the Defendants No. 6 and 7 as embodied in the authentic deed transcribed in Volume 3228 No. 36, is null and void to all intents and purposes;
- (c) directing the Co-Defendant to make the relevant entries of the judgment of the Court in the present matter in his books and registers;
- (d) condemning and ordering the Defendants No. 1 to 5, as heirs of their late father, Gooraphah Mootealoo, to pay to them jointly and in solido 'conjointement et solidairement' the aforesaid sum of Rs. 5,000,000/- together with all judicial costs and interest until date of judgment;
- (e) and/or such other order/s as the above Honourable Court may deem fit and proper in the circumstances.

Under all legal reservations
Dated at Port Louis, this 11th day of July 2023

Pazhany Rangasamy
Of 5th Floor, Hennessy Tower, Pope Hennessy Street, Port Louis
PLAINTIFFS' ATTORNEY

To,

1. Linda Mootealoo, 2. Chandrasekhara Lutchmiah, 3. Pushpanjali Devi Lutchmiah 4. Srinivasa Lutchmiah and 5. Potharaju Lutchmiah.

Le Premier ministre salue la contribution des ONG à l'amélioration des groupes vulnérables

La contribution des organisations non gouvernementales (ONG) à l'autonomisation économique et à l'intégration sociale des groupes vulnérables et à l'élévation des communautés locales était au premier plan du discours du Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, au Noah Wealth Center à Riche Terre.

Il assistait aux célébrations du 30e anniversaire de l'ONG locale, le Mouvement pour le Progrès de Roche Bois (MPRB), en présence du ministre de l'Énergie et des Services publics, M. Georges Pierre Lesjongard, des députés et d'autres personnalités éminentes.

Dans son allocution, le Premier ministre a félicité le MPRB pour son bilan exemplaire dans la sensibilisation des parents et des enfants de Roche Bois à l'importance de l'éducation, dans la sensibilisation aux droits humains et civils, dans l'encouragement de la participation des résidents au développement de leur communauté, et dans l'autonomisation des membres vulnérables des localités grâce à la formation et à l'aviculture, entre autres. La collaboration entre les secteurs public et privé, les organisations civiles, les ONG et la population est essentielle pour garantir des résultats fructueux dans la lutte contre la pauvreté, a-t-il ajouté.

Selon M. Jugnauth, une approche globale était cruciale pour lutter contre la pauvreté, d'où les réformes apportées à la responsabilité sociale des entreprises depuis 2016, conduisant à des efforts plus ciblés et ciblés, dans le cadre d'un ensemble défini de paramètres et de critères. Il a rappelé que les réformes garantissaient que les fonds sont désormais alloués judicieusement, notamment pour la réduction de la pauvreté et le soutien à l'éducation des familles inscrites au registre social de Maurice. Il a également parlé du rôle de la Fondation nationale pour l'inclusion sociale dans la réception de fonds et leur attribution aux ONG enregistrées qui entreprennent des programmes et des projets au profit des pauvres et des groupes vulnérables.

Les mesures et programmes mis en œuvre par le gouvernement pour réduire la pauvreté et faire progresser l'éducation des enfants issus de familles vulnérables, tels que le lancement du Plan Marshall contre la pauvreté et la création du registre social de Maurice, ont également été évoqués par le Premier ministre. Il a énuméré les initiatives à venir annoncées dans le discours sur le budget 2023-2024 pour soutenir les plus vulnérables de la société, à savoir l'augmentation du seuil de revenu des ménages sous le registre social de l'île Maurice de Rs 10 500 à Rs 14 650, et la fourniture de Rs 594 millions dans l'exercice en cours pour diverses allocations et allocations sociales.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that RIJ COMPANY LTD, a domestic company and having its registered office at DUCRAY ROAD, NOTRE DAME, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.

That the Company has ceased to carry on business and has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 10. 07.23.

Director

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(C) OF THE COMPANIES ACT 2001 (AMENDED)

Notice is hereby given pursuant to section 36(2)(C) of the Companies Act 2001(Amended) that "Saudi Crown – Oilserv Limited", a Company having its registered office at 3rd Floor, Ebene Esplanade, 24 Cybercity, Ebene-72201, Mauritius, having by a special resolution changed its name and is now incorporated under the name of "Endeavour Minerals Limited" as evidenced by a certificate dated 10th July 2023 issued by the Registrar of Companies.

Dated this 13th July 2023

Director

En France, syndicats et patronat sortent satisfaits de leur réunion à Matignon

Plus d'un mois après la dernière manifestation contre la réforme des retraites, les partenaires sociaux se sont réunis mercredi à Matignon pour s'accorder sur un agenda social.

Syndicats et patronat se sont montrés plutôt positifs, mercredi 12 juillet, à l'issue d'une réunion à Matignon avec la Première ministre Élisabeth Borne pour jeter les bases d'un nouvel agenda social, la CFDT la jugeant "utile" et le Medef conforme à ses attentes.

C'est "une réunion utile qui nous permet enfin d'avoir quelques actes posés", s'est félicitée la nouvelle secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon, élue le 21 juin.

"Les actes posés, c'est qu'il y aura bien l'ouverture d'une négociation ou de plusieurs négociations – cela reste à définir – à la rentrée", sur "la question des parcours professionnels, la pénibilité, les reconversions professionnelles, l'emploi des seniors, (...) le compte épargne temps universel", a-t-elle précisé.

Sans surprise, la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet s'est montrée plus critique, estimant "qu'à ce stade, les réponses données par la Première ministre sont en décalage total avec les besoins".

Mais elle a aussi noté un "frémissement d'autonomie" d'Élisabeth Borne "face au patronat", celle-ci ayant accédé à la demande des syndicats d'engager les discussions sur l'emploi des seniors et l'usure

professionnelle dans un cadre tripartite, avec l'envoi d'une "lettre de cadrage" préalable aux négociations, suivant l'article L1 du code du Travail.

"Une journée importante, c'est la reprise du dialogue social"

Le patron de FO, Frédéric Souillot, a évoqué une "journée normale dans le cadre de la négociation collective", et celui de la CFE-CGC, François Hommeril, une "réunion fort utile" qui "va dans le sens de renouer les fils du dialogue social".

La Première ministre "se propose de remettre en responsabilité les partenaires sociaux (...) dans un cadre dans lequel, nous, on a compris (la CFE-CGC) qu'elle donnerait des indicateurs de manière à ce que le rapport de force soit suffisamment équilibré entre le patronat et les salariés", a-t-il dit.

C'est "une journée importante, c'est la reprise du dialogue social", a salué le président de la CFTC, Cyril Chabanier. Pour lui, les négociations doivent aboutir "pour le printemps 2024" afin d'être "applicables au second semestre 2024".

Pour Patrick Martin, qui succèdera à Geoffroy Roux de Bézieux à la tête du Medef le 17 juillet, cette réunion "répond



tout à fait aux attentes, à la philosophie et aux propositions qu'a faites le Medef depuis plusieurs mois".

"On n'est pas favorable (à l'article) L1 mais il est d'ordre public dans un certain nombre de cas et notamment sur l'emploi

des seniors et l'usure, donc on s'y adaptera", a-t-il dit.

Le patron de la CPME François Asselin a évoqué un "agenda ambitieux" sur lequel il devrait être possible d'aboutir au "printemps".

14-Juillet : l'Inde, invitée d'honneur d'un défilé sous haute surveillance

Le traditionnel défilé militaire donné à Paris à l'occasion de la fête nationale du 14-Juillet mettra cette année l'Inde à l'honneur. Le Premier ministre Narendra Modi assistera aux festivités organisées sous haute surveillance, deux semaines après les émeutes qui ont marqué la France.

L'Inde sera l'invitée d'honneur du traditionnel défilé militaire du 14-Juillet donné à Paris à l'occasion de la fête nationale, organisée cette année sous haute surveillance après les récentes émeutes qui ont embrasé le pays.

Fin juin, la mort d'un adolescent, tué par un policier lors d'un contrôle routier, a entraîné plusieurs nuits d'émeutes et des dégâts considérables pendant plusieurs nuits.

Pour garantir un "ordre durable", le président Emmanuel Macron a annoncé des "moyens exceptionnels" autour des célébrations du 14-Juillet, qui sont depuis des années l'occasion de violences urbaines en France.

Invité d'honneur, le Premier ministre indien Narendra Modi assistera vendredi matin avec Emmanuel Macron au défilé militaire sur la prestigieuse avenue des Champs-Élysées, avant un dîner officiel dans le musée du Louvre avec des centaines d'invités.

Paris et New Delhi célèbrent cette année le 25e anniversaire de leur partenariat stratégique, que la France ambitionne de renforcer pour peser dans la zone Asie-Pacifique.

Gros client de l'industrie française de défense – New Delhi a acquis 34 Rafale et six sous-marins Scorpène –, l'Inde pourrait annoncer un nouveau contrat 26 Rafale Marine (destinés aux porte-avions) et trois sous-marins, selon le journal La Tribune.

Le défilé à pied sera ouvert par 269 membres de forces armées indiennes et le



défilé aérien comprendra trois Rafale indiens.

Au total, l'édition 2023 rassemblera 6 500 participants, dont 5 100 à pied. Plus de 60 avions, dont des appareils étrangers, 28 hélicoptères, 157 véhicules et 62 motos défileraient en compagnie des 200 chevaux de la Garde républicaine.

Les "forces morales", thème du défilé

Alors que la guerre a fait son retour en Europe avec l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, l'un des objectifs de ce défilé sera par ailleurs de "rappeler notre attachement à la solidarité stratégique avec nos alliés", selon le gouverneur militaire de Paris, le général Christophe Abad.

Un tableau initial mettra en avant 15 pays qui ont aidé la France pendant une décennie d'engagement militaire au Sahel : Américains, Canadiens et Européens.

Autre mise à l'honneur : des élèves de six lycées militaires africains partenaires (Bénin, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée, Madagascar, Côte d'Ivoire, Sénégal) défileraient avec les pensionnaires d'écoles militaires françaises.

Pour incarner l'aide militaire française à l'Ukraine, des canons Caesar et des blindés AMX10-RC, du type de ceux donnés à Kiev, défileraient devant les Parisiens.

Ce défilé militaire aura par ailleurs vocation à montrer la hausse du budget des armées, alors que le Parlement doit voter d'ici vendredi une nouvelle loi de programmation militaire (LPM) d'une enveloppe globale de 413 milliards d'euros d'ici 2030, soit une hausse de 40 % par rapport à la précédente LPM. Députés et sénateurs ont trouvé un compromis lundi sur le projet.

Le blindé léger Serval défilera pour la première fois. Autre nouveauté : l'hélicop-

tère H160 d'Airbus, qui sera mis à l'honneur dans le tableau de l'aviation légère de l'armée de terre.

Les "forces morales" de la France constitueront le thème du défilé. Une notion chère au chef d'état-major des armées, le général Thierry Burkhard.

La réserve opérationnelle, dont le nombre de volontaires doit plus que doubler d'ici 2030 pour atteindre 80 000, sera également mise en avant.

L'animation finale, jouée place de la Concorde par des jeunes réservistes, du service national universel (SNU) et du service civique, célébrera l'esprit de la Résistance en commémorant 1943, année de création de la médaille de la Résistance française, de création du Conseil national de la Résistance, du décès du héros de la Résistance Jean Moulin et de la naissance du "Chant des partisans".

En Thaïlande, le vainqueur des élections Pita Limjaroenrat aux prises avec la justice

La Cour constitutionnelle de Thaïlande a accepté mercredi une requête accusant le candidat au poste de Premier ministre, Pita Limjaroenrat, et son parti de vouloir "renverser" la monarchie, à la veille d'un vote crucial au Parlement pour désigner le prochain chef de gouvernement.

L'étau judiciaire s'est resserré, mercredi 12 juillet, autour du candidat progressiste au poste de Premier ministre de la Thaïlande, Pita Limjaroenrat, vainqueur des législatives en mai, qui est accusé de vouloir "renverser" la monarchie, à la veille d'un vote crucial.

Dans un contexte de haute tension, députés et sénateurs doivent se réunir jeudi pour désigner le prochain chef du gouvernement, fonction que seul Pita Limjaroenrat brigue pour le moment.

Mais le député Move Forward, coqueluche des nouvelles générations, affronte des poursuites dans deux affaires distinctes, qui brouillent ses chances d'accéder au pouvoir et agitent le scénario de nouvelles manifestations, dans un pays habitué aux crises.

Les électeurs ont infligé en mai une défaite cinglante aux militaires, mais l'alternance risque de heurter le mur d'une Constitution favorable aux intérêts de l'armée, qui gouverne depuis une quasi-décennie et juge son potentiel successeur trop radical.

La commission électorale a estimé qu'il y avait suffisamment d'éléments pour transmettre à la Cour constitutionnelle le dossier de Pita Limjaroenrat, accusé d'avoir possédé durant la campagne des actions dans une chaîne de télévision, en contradiction avec la loi.

Le président de l'instance, Ittiporn Boonprakong, interrogé par l'AFP, a confirmé qu'il recommandait la suspension de



Pita Limjaroenrat, visage du renouveau politique en Thaïlande.

Le parlementaire âgé de 42 ans, qui risque la prison, la perte de son siège et l'inéligibilité durant 20 ans, se défend de toute manœuvre illégale.

"Je garde le moral", a-t-il réagi auprès de journalistes devant l'Assemblée nationale, dénonçant une procédure "rapide" et "injuste" à son encontre.

Dans une autre affaire, la Cour constitutionnelle a annoncé qu'elle acceptait la requête d'un avocat accusant Pita Limjaroenrat et Move Forward de vouloir "renverser" la monarchie.

"Pourquoi autant de précipitation ?"

Le parti Move Forward a créé la surprise sur la base d'un programme de rupture qui fait écho aux revendications des protestations géantes de 2020 pour une réforme en profondeur de la monarchie.

Parmi les mesures choc, une réforme de

la loi de lèse-majesté, que seul le mouvement ose évoquer en public, face au risque de poursuites judiciaires, au nom du statut intouchable – quasi divin – du roi, pouvant mener à sa dissolution.

Le texte, l'un des plus sévères de ce type dans le monde, laisse largement place à l'interprétation et a été détourné pour étouffer toute contestation politique, ont alerté des organisations de défense des droits humains.

Le projet d'amender l'article 112 punissant le crime de lèse-majesté a tracé une ligne rouge pour certains sénateurs, gardiens autopropagés des valeurs traditionnelles.

Malgré une coalition majoritaire à la Chambre basse (312 députés sur 500), Pita Limjaroenrat a besoin du ralliement d'une soixantaine des 250 sénateurs pour accéder au pouvoir. Or une partie de la Chambre haute, dont les membres ont été nommés par les militaires, s'y refuse.

La décision de la commission électorale constitue un "abus de pouvoir", a dénoncé Move Forward dans un communiqué, assurant que l'instance n'a pas donné à son leader "la possibilité de s'expliquer".

"Pourquoi autant de précipitation ? Je ne vois qu'une seule raison, c'est pour influencer le résultat de vote" de jeudi, a expliqué à l'AFP Prinya Thaewanarumitkul, professeur de droit public à l'université Thammasat de Bangkok.

"Les sénateurs ont besoin d'une raison pour ne pas voter pour le candidat issu du parti vainqueur, qui dispose de plus de la moitié des sièges. Il fallait une raison pour justifier leur action et la voilà", a-t-il estimé.

"Le combat a commencé"

En cas d'échec jeudi, députés et sénateurs se réuniront autant de fois que nécessaire pour nommer un Premier ministre.

La Cour constitutionnelle est impliquée dans plusieurs des crises cycliques qui caractérisent la vie politique thaïlandaise, entre interférences de l'armée et de la justice dans le processus démocratique, et manifestations massives, parfois violentes.

La Thaïlande a connu une douzaine de coups d'État réussis depuis la fin de la monarchie absolue en 1932.

"Le combat (...) a commencé", a écrit sur Facebook Anon Numpa, une figure du mouvement prodémocratie.

La dissolution décidée en 2020 par la Cour constitutionnelle de Future Forward, le parti d'opposition dont Move Forward a repris le flambeau, a poussé dans les rues des milliers de jeunes en faveur d'une réforme en profondeur de la monarchie.

Le programme de Move Forward comprend aussi une nouvelle Constitution, la fin du service militaire obligatoire pour les hommes, l'ouverture de certains marchés et la légalisation du mariage pour tous.

France

Le Sénat adopte le projet de loi "pour le plein emploi"

Le Sénat français a adopté dans la nuit de mardi à mercredi le projet de loi "pour le plein emploi", que défend le gouvernement pour relancer la baisse du chômage et responsabiliser les demandeurs d'emploi. Le texte doit arriver devant les députés à l'automne.

C'est un texte qui doit permettre au gouvernement d'atteindre son objectif de réduction du nombre de chômeurs. Le Sénat à majorité de droite a adopté en première lecture dans la nuit de mardi 11 à mercredi 12 juillet le projet de loi "pour le plein emploi", qui doit mettre en place un suivi plus directif des allocataires du RSA. Le vote a été acquis par 250 voix "pour" et 91 "contre" (les trois groupes de gauche).

Porté par le ministre du Travail Olivier Dussopt, ce projet de loi ne sera examiné par l'Assemblée nationale qu'à l'automne. Il doit donner naissance au réseau France Travail, incluant Pôle emploi comme opérateur principal, pour mieux coordonner les acteurs du service public de l'emploi.

L'exécutif mise sur cette transformation pour atteindre le plein emploi, soit un taux de chômage autour de 5 % en 2027 (contre 7,1 % actuellement), avec en toile de fond l'idée que "personne n'est inemployable".

Concrètement, le texte prévoit que seront automatiquement inscrits sur la liste



des demandeurs d'emploi, outre les personnes en recherche d'emploi, les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ainsi que leur conjoint, et les jeunes suivis par les missions locales. Il généralise pour toutes ces personnes un "contrat d'engagement", durci par les sénateurs. Ceux-ci ont prévu que ce contrat fixe une durée hebdo-

madaire d'au moins 15 heures d'activité (immersions, remises à niveau, rédaction de CV...), alors que le gouvernement souhaite conserver une certaine souplesse pour prendre en compte les situations particulières.

"Logique de droits et devoirs"

Dans la même "logique de droits et

devoirs", le texte rend plus facile la mise en œuvre de sanctions pour les allocataires ne respectant pas leurs obligations, avec une nouvelle mesure dite de "suspension-remobilisation".

Le texte comporte deux autres volets : l'un visant à améliorer l'accès des personnes handicapées à l'emploi dans le milieu ordinaire et l'autre, sur la petite enfance, qui reconnaît les communes comme "autorités organisatrices" de l'accueil, avec mission de recenser les besoins, informer les familles et construire l'offre.

Ce dernier volet a été sensiblement modifié par les sénateurs, avec la suppression de la "stratégie nationale" que le gouvernement souhaite mettre en place et un allégement des contraintes pesant sur les petites communes.

Sur le volet handicap, le Sénat a voté un amendement du gouvernement créant un "sac à dos numérique" qui retracera les aménagements dont les travailleurs en situation de handicap ont bénéficié au cours de leur vie, afin de faciliter leur mobilité.

Philippe Mouiller (Les Républicains) s'est félicité que le texte ait été "profondément remanié pour lutter contre la recentralisation". À gauche, la socialiste Émilienne Poumirol a jugé qu'il "fait porter la responsabilité du chômage sur les personnes les plus fragilisées par la vie".

Environnement

Le Conseil d'État ordonne la fermeture des zones de pêche pour protéger les dauphins

Saisi en 2021 par plusieurs associations de défense de l'environnement, le Conseil d'État a octroyé un délai de six mois au gouvernement pour mettre en place l'interdiction de la pêche dans certaines zones de l'Atlantique. La population de dauphins décroît depuis plusieurs années dans le secteur et de plus en plus de cétacés sont retrouvés morts sur les côtes françaises.

Victoire pour les associations de protection de l'environnement. Le Conseil d'État a ordonné au gouvernement, lundi 20 mars, de fermer certaines zones de pêche dans l'Atlantique, afin de préserver les dauphins, dont les échouages dans le golfe de Gascogne se sont multipliés.

Dès fin février, Emmanuel Macron avait admis la nécessité pour la France d'"améliorer [ses] pratiques" pour mieux protéger les dauphins. Un nombre considérable d'animaux se retrouve piégé dans les filets des pêcheurs, avant de venir s'échouer sur les plages de la côte atlantique.

Le Conseil d'État avait été saisi en 2021 par plusieurs associations de défense de l'environnement - France Nature environnement (FNE), Sea Shepherd France et l'association de défense des milieux aquatiques (DMA) - qui réclamaient des suspensions de la pêche dans l'Atlantique. La plus haute juridiction administrative a donc été dans leur sens et a octroyé un délai de six mois au gouvernement pour mettre en place ces interdictions.

Ces mesures doivent venir s'ajouter aux "dispositifs de dissuasion acoustique par les bateaux de pêche qui ont déjà été déployés", a indiqué la juridiction.

Les pêcheurs inquiets

Le Conseil d'État justifie le recours à ces interdictions car les mesures actuelles "ne permettent pas de garantir un état de conservation favorable des espèces de petits cétacés", dont deux - le dauphin commun et le marsouin



commun - sont menacés d'extinction, "au moins régionalement".

"C'est bien sûr un jour important pour tous ceux qui aiment la mer et les quelques personnes qui ont investi leur vie dans ce combat", a salué l'association DMA. Sea Shepherd France, quant à elle, a qualifié cette décision de "victoire historique". "Le gouvernement est forcé de fermer les pêcheries les plus destructrices", s'est réjoui l'ONG qui rappelle que "cet hiver encore un nouvel épisode intense de mortalité de dauphins communs est observé".

"Cette décision est incompréhensible et aura des effets irréversibles sur la pêche française", a alerté pour sa part le président du Comité national des pêches Olivier Le Nezet. Il a indiqué avoir demandé à rencontrer le ministre de l'Agriculture "en urgence" afin d'analyser "l'impact de cette décision".

"Si ce n'est pas indemnisé, ce ne sera pas viable, et il va falloir que l'État ait un chéquier conséquent car la fermeture laissera plus de 500 navires à quai et c'est toute la

filière qui va trinquer, économiquement c'est une catastrophe", a réagi auprès de l'AFP Olivier Mercier, patron de pêche basé à Arcachon dont les navires sont équipés d'un dispositif de répulsion des dauphins.

Les dauphins de l'Atlantique Nord-Est menacés d'extinction

D'après la LPO, "près de 1 000 cadavres de cétacés ont été retrouvés sur la côte Atlantique depuis le mois de décembre". "Le Conseil d'État met enfin un terme à l'odieuse agonie des dauphins" comme il l'a fait pour "le piégeage à la glu [chasse des oiseaux à l'aide de colle, NDLR], les chasses traditionnelles et bien d'autres dossiers qui participent à la maltraitance de la biodiversité", s'est félicité le président de la LPO, Allain Bougrain-Dubourg.

Dans un rapport publié début février, l'observatoire Pelagis, qui recense depuis 1970 les échouages de cétacés sur la façade atlantique, souligne que la population de dauphins de l'Atlantique Nord-Est décroît depuis plusieurs années et "pourrait s'éteindre d'ici 40 à 50 ans" si rien n'est fait. En 2020, 1 299 dauphins communs ont été retrouvés morts sur les côtes françaises, un chiffre tombé à 669 en 2022.

Mais, sachant que plus de 80 % des dauphins morts coulent ou se décomposent en mer plutôt que de s'échouer, la mortalité annuelle sur les côtes atlantiques est estimée entre 8 000 et 11 000 individus.

Selon le Conseil d'État, le nombre de morts de dauphins par capture accidentelle dans le golfe de Gascogne "dépasse chaque année la limite maximale permettant d'assurer un état de conservation favorable en Atlantique Nord-Est". "Le système de contrôle des captures accidentelles mis en place demeure insuffisant pour connaître encore plus précisément leur ampleur", note-t-il également.

Il a donc ordonné des mesures complémentaires "pour permettre d'estimer de manière plus précise le nombre de captures annuelles de petits cétacés" et de poursuivre "le renforcement du dispositif d'observation en mer".

Guerre En Ukraine

Ukraine: le G7 s'engage à un soutien militaire «sur le long terme»

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué mercredi à Vilnius l'annonce d'une aide militaire à long terme de la part des pays du G7, mais souligné qu'elle ne pouvait se substituer à une future adhésion de son pays à l'Alliance atlantique.

Au deuxième jour du sommet de l'Otan dans la capitale lituanienne, et près de 18 mois après le début de l'invasion russe, les membres du G7 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Canada, Allemagne, Italie, Japon) ont présenté un plan pour la sécurité de l'Ukraine.

Il s'agit d'aider Kiev à combattre l'offensive russe actuelle et de dissuader Moscou de toute «future attaque armée» contre son voisin.

Si cette annonce a provoqué la colère de Moscou, elle n'a pas effacé la déception de Kiev de ne pas avoir obtenu un calendrier précis d'adhésion à l'Alliance.

«La meilleure garantie pour l'Ukraine est d'être dans l'Otan», a martelé Volodymyr Zelensky, après avoir vertement reproché la veille aux dirigeants de l'Otan leurs atermoiements qui encouragent Moscou à continuer à semer «la terreur» dans son pays.

«Nous ne restons pas les bras croisés», a souligné sur CNN Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche. «Nous fournissons à l'Ukraine des quantités incroyables d'armes et (...) nous



sommes prêts à lui fournir une aide pour la sécurité sur la longue durée, ce qui inclut bien sûr la période durant laquelle elle progresse vers l'adhésion à l'Otan».

Cette déclaration du G7 constitue un cadre pour la conclusion ultérieure d'accords bilatéraux entre ces pays et Kiev, détaillant les armes qu'ils fourniront.

«Nous devons nous assurer que, quand la guerre se terminera, il y ait des mécanismes crédibles en place pour la sécurité de l'Ukraine afin que l'histoire ne se répète pas», a aussi fait valoir le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, avant la première réunion du «conseil Ukraine-Otan».

Le Norvégien, qui vient d'être reconduit pour un an à la tête de l'Alliance, a insisté sur les progrès réalisés au cours de ce sommet de deux jours. «Aujourd'hui, nous nous rencontrons comme égaux et j'attends

avec impatience le jour où nous nous rencontrerons comme Alliés», a-t-il déclaré à l'attention de président ukrainien.

Ce dernier, qui a eu des entrevues avec plusieurs dirigeants, devait encore s'entretenir avec le président américain Joe Biden. Le locataire de la Maison Blanche plaide pour un modèle similaire à celui conclu avec Israël, en vertu duquel Washington s'est engagé à fournir à une aide militaire substantielle dans la durée.

Avant même la publication du texte du G7, le Kremlin a jugé que ces «garanties de sécurité» à l'Ukraine porterait «atteinte à la sécurité de la Russie».

«Frustration»

Les bailleurs de fonds occidentaux ont déjà envoyé des armes d'une valeur de plusieurs dizaines de milliards d'euros à l'Ukraine pour l'aider à lutter contre l'invasion russe.

Mardi, l'Allemagne a déclaré qu'elle fournirait davantage de chars, de missiles de défense Patriot et de véhicules blindés, pour une valeur de 700 millions d'euros supplémentaires.

La France a annoncé l'envoi en Ukraine de missiles à longue portée Scalp, et une coalition de 11 nations a indiqué qu'elle commencerait à former les pilotes ukrainiens sur des avions F-16 à partir du

mois prochain.

Mais ces promesses, quoique nécessaires aux troupes ukrainiennes, ne répondent pas aux aspirations de M. Zelensky, qui souhaitait placer Kiev sous le parapluie de la défense collective de l'Otan.

Les dirigeants des pays membres de cette alliance militaire ont promis, au premier jour de leur sommet, que «l'avenir de l'Ukraine» était «dans l'Otan», et raccourci le processus que Kiev devrait suivre pour rejoindre l'organisation.

«Nous serons en mesure d'adresser à l'Ukraine une invitation à rejoindre l'Alliance lorsque les Alliés l'auront décidé et que les conditions seront réunies», indique le communiqué final.

Une déclaration qui ne va pas beaucoup plus loin que l'engagement formulé en 2008 au sujet d'une future adhésion. Les États-Unis, première puissance militaire, s'inquiètent d'être entraînés dans un possible conflit nucléaire avec la Russie.

«Il y a, bien sûr, de la frustration du côté ukrainien, et c'est compréhensible», a souligné la Première ministre estonienne Kaja Kallas à son arrivée pour le dernier jour du sommet.

Mercredi dans la soirée, Joe Biden prononcera un discours à l'université de Vilnius, dans lequel il exposera l'engagement de Washington à défendre chaque centimètre carré du territoire de l'Otan.

Santé

Peur de vivre sans votre téléphone : vous êtes peut-être nomophobe !

Les téléphones portables constituent « peut-être la plus grande dépendance non médicamenteuse du 21e siècle », déclarait dès 2012, Richard Shambare, un professeur de psychologie sud-africain. La phobie potentiellement associée à cet objet porte même un nom : la nomophobie !

Le terme nomophobie est issu de l'anglais : NO MOBILE phone Phobia. Tout est parti d'une étude britannique réalisée en 2012 justement dans le but d'évaluer la possibilité de troubles anxieux dus à une utilisation excessive des téléphones portables.

Résultat : plus de la moitié (53%) des utilisateurs prétaient ressentir des « appréhensions » lorsqu'ils le perdaient ou étaient à court de batterie. Ou tout simplement lorsque leur mobile était éteint !

La nomophobie correspond donc à cette peur d'être détaché de la connectivité associée au téléphone mobile.

Dans une étude réalisée sur le sujet en 2019, le Dr Sudip Bhattacharya et son équipe de l'Himalayan Institute of Medical Sciences à Uttarakhand (Inde) rapportent différents signes et symptômes tels que « l'anxiété, des troubles respiratoires, des tremblements, une transpiration, de l'agitation ».

Limiter et non pas supprimer

Une nomophobie ne semble toutefois pas si simple à diagnostiquer. « D'autres troubles mentaux comme la pho-

bie sociale, l'anxiété sociale et le trouble panique peuvent également précipiter des symptômes nomophobes », poursuivent les chercheurs indiens.

« Il est très difficile de différencier si le patient devient nomophobe en raison d'une dépendance au téléphone portable. Ou si la présence de troubles anxieux existants se manifestent par des symptômes nomophobes ».

A leurs yeux, « les personnes atteintes deviennent dépendantes des communications virtuelles et numériques pour évacuer leur stress généré par l'anxiété sociale ». Ils préconisent à chacun de « rétablir les interactions humaines et les connexions en face à face ».

Pas question pour autant de bannir le téléphone portable. « Nous devons limiter son utilisation plutôt que de l'interdire car nous ne pouvons pas ignorer la force du progrès technologique », concluent-ils.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that Joy N Gifts Ltd, a domestic company and having its registered office at Dr Ramgoolam Road, Plaine des Papayes, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies act 2001.

That the Company has ceased to carry on business and has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice

Dated this 10/07/23

Director

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 19th day of October 2023, at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cr Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis, the Sale by Levy of: « Une portion de terrain située au quartier des Flacq lieudit Riche Mare de la contenance de DEUX CENT VINGT NEUF METRES CARRES (229 M²) et bornée d'après le titre de propriété ci-après relaté, comme suit :- (PIN Number :- 1406130092) Du premier côté, par Riche Mare Branch Road, sur NEUF DECIMAL CINQUANTE DEUX METRES (9.52 M) ; Du deuxième côté, partie par Amjad Nauzeer et partie par Amed Nauzeer sur 3 lignes mesurant DOUZE METRES SOIXANTE CINQ (12 M 65), TROIS METRES QUATRE VINGT HUIT (3 M 88) et SEPT METRES DIX SEPT (7 M 17) respectivement ; Du troisième côté, par Shariff Hossenbaksh sur QUINZE DECIMAL SOIXANTE CINQ METRES (15.65 M) ; Et du quatrième et dernier côté, par les héritiers Ajum Goolamhossein Nauzeer, sur 3 lignes mesurant respectivement SIX METRES SOIXANTE DOUZE (6 M 72), UN METRE VINGT HUIT (1 M 28) et DOUZE METRES CINQUANTE (12 M 50). La mesure employée est le mètres. » Together with all buildings, constructions and plantations erected and/or to erected thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Joseph Marcel Joson, Notary Public, on the 12/02/1999 registered and transcribed on the 02/03/1999 in TV 4031/36. Land: - Zoning:- Residential Site:- The L shaped land has an even topography with a frontage of 9.25 metres to a common road – Riche Mare Branch Road. Tagore Road is about 18 metres away from subject property. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access:- Access to property is by means of a tarred and vehicular road. Services:- Electricity and domestic water supply are available on site. Neighbourhood:- Neighbourhood mainly consists of semi-luxurious residential buildings in a heavily built-up residential areas. All amenities including public transport are available in the region. Building:- Residential building:- The single storey (ground floor only) residential building is made reinforced concrete frame structure with concrete frame structure with concrete block walls under a flat reinforced concrete slab roof. (a) Area – Approximately 120 M² or 1,291.20 ft²; (b) State of repair – good (c) Finishes: Openings – Metal glazed doors and windows Plastering and paint – External walls are rendered and painted.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritus Commercial Bank Ltd against Mr. Aslam NAUZEER and his lawful wife Mrs. Narvada NAUZEER (born BHEERGOONATH). All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 11th day of July, 2023.

Thierry Koenig SA

ENSAfrica (Mauritius)

Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 26th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by levy of: « 1)

Une portion de terrain située au quartier de Rivière du Rempart, lieudit Goodlands, de la contenance de SIX PERCHES ET QUATRE VINGT TROIS CENTIEMES soit DEUX CENT QUATRE VINGT HUIT DECIMAL VINGT HUIT METRES CARRES (288.28 M²) – d'après une base de conversion prévue à la Sixième Cédule de « The International System of Units (S.I) Act 1984 », et bornée – ainsi qu'il est dit au titre de propriété ci-après relate d'après un procès-verbal de rapport avec plan figuratif y joint dresse par Monsieur Louis Maurice Dumazel, arpenteur jure, en date du 06/06/1984, enregistré au Reg. LS 23 No. 2870, comme suit :- (PIN NUMBER : 1304240164) Du premier cote, partie par le Lot No.2, sur QUATRE METRES CINQUANTE SEPT CENTIMETRES (4 M 57) OU QUINZE PIEDS (15'), partie par un chemin de sortie de HUIT PIEDS (8') de large et partie par le Lot No.5, sur QUATORZE METRES DEUX CENTIMETRES (14 M 02) ou QUARANTE SIX PIEDS (46') ; Du second cote, par Madame P. Madun, sur TREIZE METRES SOIXANTE ET ONZE CENTIMETRES (13 M 71) ou QUARANTE CINQ PIEDS (45') ; Du troisième cote, par S. BEEMUD, sur VINGT ET UN METRES TROIS CENTIMETRES (21 M 03) ou SOIXANTE NEUF PIEDS (69') ; Et du quatrième cote par le Lot No.3, sur TREIZE METRES SOIXANTE ET ONZE CENTIMETRES (13 M 71) ou QUARANTE CINQ PIEDS (45'). La mesure employée est le mètre avec équivalence en pied anglais. Ensemble tous ce qui peut dépendre et en faire partie sans aucune exception ni réserve. Le tout plus amplement décrit au titre en date du 23/09/1997, enregistré et transcrit le 30/09/1997 au Volume TV 3696/46. 2) Une portion de terrain de la contenance de CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE SEIZE METRES CARRES (5276 M²) [Etant le Lot No.5] – située au quartier de la Rivière du Rempart, lieudit St Antoine et bornée tant d'après titre que d'après un procès-verbal de rapport avec plan figuratif y joint dresse par Monsieur Louis Maurice Dumazel, arpenteur jure, en date du 16/03/2000 enregistré au Reg. LS 39 No. 3736, comme suit :- (PIN NUMBER : 1304450899) Du premier cote, par l'axe d'un chemin commun sur CINQUANTE QUATRE METRES ET QUATRE CENTIMETRES (54.04 M) ; Du deuxième cote, par le Lot No.4 sur QUATRE VINGT NEUF METRES ET SOIXANTE DIX CENTIMETRES (89.70 M) ; Du troisième cote, par l'axe d'un chemin commun sur CINQUANTE DEUX METRES ET SOIXANTE SEIZE CENTIMETRES (52.76 M) ; Et du quatrième et dernier cote, encore par l'axe d'un chemin commun sur QUATRE VINGT QUINZE METRES ET DIX CENTIMETRES (95.10 M) ; Les chemins sont reliés au moyen d'une courbe d'un rayon de QUATRE METRES ET CINQUANTE CENTIMETRES (4.50 M). Ensemble tous ce qui peut dépendre et en faire partie sans aucune exception ni réserve. Le tout plus amplement décrit au titre en date du 27/09/2007, enregistré et transcrit le 08/10/2007 au Volume TV 6767/42.

BUILDINGS AND/OR PLANTATIONS: Property 1 Location: The property is found along Ramlagun Moosun Street, about 16 metres northeast of its junction with Moosun Road, which is at an approximate distance of 120 metres northwest of its intersection with Astoria Road and at about 506 metres southwest of its junction with Goodlands – St Antoine Main Road (A5) at Goodlands. Site Description The site designated as Lot No 4 of the development has an area of 288.29 square metres as described in the title deed registered and transcribed at Volume TV No 46 on 30th September 1997, and a Memorandum of Survey drawn by Mr Louis Maurice Dumazel, Sworn Land Surveyor on 6th June 1984 at Reg LS 23 No 2870 with PIN reference 1304240164. The site has a rectangular shape and a sloping topography and has frontage of 21.03 metres to a 2.44 metres wide untarred access and a maximum depth of 13.71 metres to its north-western boundaries. It is bounded by concrete block walls along its sides of the plot and is accessed through a metal gate. All services are already connected to the site. Building Description A single storey stands on the site. It is made of reinforced concrete framed structure, concrete block walls and a reinforced concrete slab roof. The openings are fitted with aluminium framed and glazed openings. No internal inspection was possible. The building provides an approximate gross covered area of 150 metres including open covered areas. The building appears to be in good condition of repairs and maintenance. Property 2 Location: The property is found along an untarred vehicular access about 855 metres southeast of its junction with Cottage- Goodlands Branch Road opposite Island Brush Ltd, which is at an approximate distance 850 metres southwest of its round-about with Goodlands Bypass Road at Goodlands. Site Description The site designated as Lot No 5 has an area of 5276.00 square metres as described in the title deed registered and transcribed at Volume TV 6767 No 42 on 8th October 2007 and a Memorandum of Survey drawn by Mr Louis Maurice Dumazel, Sworn Land Surveyor on 16th March 2000 and registered at Reg LS 39 No 3736 with Land bearing PIN reference 1304450899. It has a rectangular shape and an even topography with a frontage of 95.10 metres to an untarred vehicular access a maximum depth of 52.78 metres to its south-eastern boundaries. It has an open access, and all services are available to the site.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of SWAN LIFE LTD formerly known as THE ANGLO MAURITIUS ASSURANCE SOCIETY LTD v/s Mr. Chetandeo KOODUN.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 11th day of July, 2023

Thierry Koenig SA

ENSAfrica (Mauritius)

Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

Foot News

Milinkovic-Savic en route vers Al-Hilal

Le milieu de la Lazio Sergej Milinkovic-Savic serait sur le point de s'engager en faveur d'Al-Hilal. La formation saoudienne devrait lui offrir un contrat de trois ans et 40 millions d'euros au club italien.

L'Arabie Saoudite poursuit son offensive XXL sur le marché européen. Selon les informations du journaliste

Fabrizio Romano, Al-Hilal serait sur le point de faire signer le milieu de 28 ans Sergej Milinkovic-Savic, en provenance de la Lazio. Un contrat de trois ans l'attendrait après avoir satisfait ses tests médicaux, dont la première partie doit être passée dans les 24 prochaines heures.

Al-Hilal a déjà fait signer Neves et Koulibaly

Le montant de l'opération s'élèverait à 40 millions d'euros, alors qu'il ne lui reste qu'une année de contrat avec les Biancocelesti. Il rejoindrait ainsi à Al-Hilal Ruben Neves et Kalidou Koulibaly, arrivés au cours de ce mercato en provenance de Wolverhampton et de Chelsea. Sa venue confirmerait également que les clubs saoudiens n'attirent plus uniquement des éléments en fin de carrière, puisqu'il jouit toujours d'une belle cote en Europe.

Pour rappel, l'international serbe était régulièrement cité pour rejoindre le PSG entre 2019 et 2022, et évolue en Italie depuis 2015. Il compte par ailleurs deux participations à la Coupe du monde avec la Serbie, et même un but contre le Cameroun fin novembre dernier (3-3). De son côté, Al-Hilal a terminé 3e de la dernière Saudi Pro League et ne disputera pas de compétition continentale la saison prochaine.

Al Hilal accélère pour Bernardo Silva

Al Hilal a fait de Bernardo Silva sa priorité pour ce mercato d'été. Selon 'CBS Sports', le club saoudien est prêt à dégainer une offre de 70 millions d'euros à Manchester City pour le Portugais.

Al Hilal a fait savoir à Manchester City qu'il était prêt à payer 70 millions d'euros pour Bernardo Silva. Selon les dernières informations de 'CBS Sports', le club saoudien propose à l'international portugais un salaire annuel de 50 millions d'euros.

La même source révèle que le joueur de 28 ans n'a pas encore pris de décision quant à son avenir, mais qu'il dispose actuellement de quatre options pour poursuivre sa carrière : rejoindre Al Hilal, le Paris Saint-Germain ou le FC Barcelone, ou encore prolonger son contrat avec les Cityzens.

En attendant de connaître la réponse du milieu de terrain, Al Hilal, qui a choisi Jorge Jesus comme nouvel entraîneur, continue de se renforcer. Après les arrivées de Kalidou Koulibaly et Rúben Neves, le club de Riyad s'apprête à recruter le Serbe Sergej Milinkovic-Savic, en provenance de la Lazio.

Yaya Fofana quitte le RC Lens

Arrivé l'été dernier en provenance de l'académie Afrique Football Elite, Yaya Fofana était destiné à faire partie du groupe professionnel de Franck Haise à moyen terme, après que le RC Lens lui ait fait signer un contrat jusqu'en juin 2027.

J'ai été dans l'observation et j'ai validé cette arrivée. Yaya nous a été présenté en juin par notre recruteur qui travaille sur le continent africain. C'est un très bon profil, un

jeune joueur, et si on a décidé de l'intégrer dans le groupe pro, c'est qu'il a un vrai potentiel. »

Onze mois après son arrivée, Yaya Fofana (19 ans) quitte le RC Lens pour le Stade de Reims, sans avoir réellement percé, peut-être à cause d'un virus agressif, qu'il a contracté en Artois, et qui l'a éloigné des terrains de décembre 2022 à mars 2023. Le jeune Malien n'est apparu qu'à 2 reprises dans le groupe Ligue 1 sans avoir eu l'occasion d'entrer en jeu.

Le PSG prépare une offre XXL pour Harry Kane

Selon les informations de Fabrice Hawkins de RMC Sport, le Paris Saint-Germain (PSG) intensifie ses efforts pour s'attacher les services de l'attaquant vedette de Tottenham Hotspur, Harry Kane. Le club français a identifié Kane, âgé de 29 ans, comme sa cible principale pour un nouvel attaquant, le plaçant devant l'attaquant de la Juventus Dusan Vlahović (23 ans).

L'équipe de direction du PSG s'est récemment rendue à Londres pour entamer des discussions à la fois avec Tottenham Hotspur et l'attaquant anglais. Parallèlement aux négocia-

tions avec Kane, le PSG aurait engagé des discussions avec Daniel Levy, président de Tottenham, qui connaît Nasser Al-Khelaifi et Luis Campos, membres de la hiérarchie du PSG. Ce dialogue avec Levy indique la détermination du PSG à franchir les obstacles potentiels et à conclure un accord pour Kane.

Des rapports suggèrent que le PSG est prêt à soumettre une offre proche de 100 millions d'euros, un chiffre qui pourrait satisfaire les exigences de Tottenham. Cependant, le Bayern Munich serait également en train de préparer une proposition alter-

native. Levy, qui vise à obtenir un accord substantiel, explore toutes les options au cas où Kane ne prolongerait pas son contrat, qui doit expirer dans un an.

Bien que Kane ait exprimé sa préférence pour le Bayern Munich, aucun accord n'a été trouvé entre les deux clubs jusqu'à présent. Comme plan de secours, le PSG envisage de recruter Dusan Vlahović pour renforcer ses options offensives. Néanmoins, le PSG reste déterminé dans sa quête du talentueux attaquant de Tottenham et de l'Angleterre, sachant que les négociations s'annoncent difficiles.

L'ambition du Paris Saint-Germain sur le marché des transferts reste inébranlable, car il cherche activement à recruter un numéro neuf de premier ordre. Les premières discussions entre le PSG et Kane ont eu lieu il y a plusieurs semaines, mais un accord entre les parties n'a pas encore été trouvé. Une autre rencontre est prévue cette semaine, au cours de laquelle le PSG s'efforcera de démontrer sa capacité à fournir un environnement dans lequel Kane pourra s'épanouir.

Kane veut-il rejoindre le PSG

Sur le plan financier, on estime qu'Harry Kane pourrait espérer un salaire d'environ 12 millions d'euros nets par an au Bayern Munich. Cependant, le PSG possède la capacité de surpasser cette offre, ce qui pourrait faire pencher la balance en sa faveur. Bien que l'aspect financier ne soit pas le seul facteur déterminant, il pourrait jouer un rôle important dans la décision de Kane.

Bentaleb va signer à Lille

Sous contrat au SCO jusqu'en juin 2025, le milieu de terrain franco-algérien Nabil Bentaleb va quitter Angers pour le LOSC selon plusieurs sources concordantes.

Retour aux sources pour Nabil Bentaleb. Né à Lille il y a 28 ans, l'international algérien devrait s'engager prochainement avec le LOSC, comme révélé par le site spécialisé Le Petit Lillois et confirmé dans la foulée par Mohamed Toubache-Ter, Foot Mercato ou encore L'Equipe.

Très courtisé après sa belle saison au SCO sur un plan individuel, Nabil Bentaleb passe actuellement sa visite médicale avec les Dogues. Selon Mohamed Toubache-Ter, son transfert devrait coûter 3,5 millions d'euros à Lille. L'Equipe évoque de son côté la somme de 4,5 M€.

Après le jeune latéral droit portugais Tiago Santos, le LOSC tient en tout cas quasiment sa deuxième recrue du mercato d'été. La troisième pourrait se nommer Hakon Haraldsson, milieu offensif islandais de 20 ans évoluant au FC Copenhague. Selon la presse danoise, Lille a fait une offre de 13 M€ pour ce joueur.